



Déclaration du L20 syndical au Sommet 2022 du G20

UN NOUVEAU CONTRAT SOCIAL POUR LA REPRISE ET LA RÉSILIENCE

Nous condamnons fermement l'invasion de l'Ukraine par la Russie et appelons la Fédération de Russie à s'engager immédiatement et sans condition à conclure un cessez-le-feu, à retirer ses troupes d'Ukraine et à mettre un terme aux souffrances qu'elle inflige à la population ukrainienne. La Russie doit emprunter la voie d'une résolution pacifique dans le respect de la Charte des Nations Unies et du droit international. Nous appelons les dirigeants des pays du G20 à œuvrer à une solution pacifique en Ukraine. Tous les États devraient protéger les réfugiés, les personnes déplacées à cause du conflit et les autres demandeurs d'asile qui tentent d'échapper aux menaces qui pèsent sur leur vie. Nous dénonçons également la répression qui s'abat sur les manifestations contre la guerre en Russie et au Bélarus.

Alors que la pandémie de Covid-19 se prolonge et que de nouveaux risques émergent, l'économie mondiale se précarise. Les bouleversements de l'activité économique et du travail, de même que la hausse des prix de l'énergie et des denrées alimentaires, ont réduit à néant des années de progrès vers la réduction de la pauvreté ; le risque de famine à grande échelle est à nouveau bien réel. Nombre de pays en développement sont confrontés à des

niveaux de dette qu'ils ne peuvent honorer et l'insécurité financière fait rage. L'augmentation des taux d'intérêt de référence aggrave encore les difficultés financières des économies en développement.

Des travailleurs informels et migrants, des indépendants et des milliards de travailleurs de pays en développement, en particulier des femmes et des jeunes, qui ne bénéficient d'aucune protection sociale ou du travail, ont subi des pertes de revenu d'une ampleur sans précédent. En 2021, l'économie mondiale a produit 500 nouveaux milliardaires dont la richesse a augmenté en un an de l'équivalent du double du produit intérieur brut de l'Indonésie, témoignant ainsi de niveaux historiques d'inégalité et d'injustice sociale.

Les inégalités sapent la confiance en la démocratie et freinent la croissance mondiale. L'augmentation du pouvoir monopolistique a ralenti la croissance et gêné l'innovation, et la concentration du pouvoir des grandes entreprises multinationales sur les marchés du travail a entravé la croissance des salaires. Les pays du G20 devraient montrer l'exemple avec un plan ambitieux visant à augmenter les salaires et à étendre la couverture de la négociation

collective, à garantir une fiscalité progressive, à mettre en place un registre mondial des actifs pour cibler les richesses occultes, et à accroître les investissements dans la protection sociale pour inverser ces tendances inégalitaires.

Les dernières mises en garde des climatologues posent le contexte de la situation actuelle : les gouvernances nationale et mondiale ont trop peu agi et trop lentement pour radicalement réduire les émissions et accroître la résilience à l'échelle nécessaire pour protéger la planète et faire face au changement climatique. La mobilisation et l'augmentation du financement de l'action climatique pour mettre en œuvre des politiques de transition juste, un passage rapide aux énergies renouvelables, la promotion du transport public, la protection des eaux et des forêts ainsi que d'autres actions en faveur du climat permettraient d'atteindre les objectifs climatiques.

Le travail décent est essentiel pour la reprise et la résilience. La création de 575 millions de nouveaux postes de travail de qualité d'ici 2030 et la formalisation d'au moins un milliard

d'emplois informels, soit la moitié de la totalité des emplois de l'économie informelle mondiale, permettront d'honorer les engagements pris en faveur du plein emploi et du travail décent pour tous et toutes. La politique industrielle a un rôle central à jouer.

Le G20 s'est déjà engagé par le passé quant à la part du revenu du travail et en faveur des principes d'une politique salariale équitable, des droits des travailleurs, de l'éradication du travail des enfants et de l'esclavage dans les chaînes d'approvisionnement mondiales, de la participation des femmes au marché du travail, du réseau santé et sécurité au travail du G20 et du renforcement des compétences, entre autres domaines politiques essentiels. **Il est temps d'honorer ces engagements.**

Nous demandons instamment aux dirigeants des pays du G20 d'intensifier leurs actions pour honorer tous les engagements passés et d'accroître la coordination des politiques afin de réaliser les priorités d'un **nouveau contrat social pour la reprise et la résilience**, à savoir :

Des investissements dans une transition juste, ce qui implique la création d'emplois respectueux du climat dans les infrastructures et la transformation industrielle, dans le renforcement des compétences et dans la protection sociale, pour parvenir à l'élimination de toute émission nette ;

Des investissements dans la résilience en créant des emplois décents dans les soins, la santé, les services de garde d'enfants, les soins aux personnes âgées, l'éducation, les transports publics et d'autres services publics de qualité ;

Un **socle de protection sociale pour tous les travailleurs**, indépendamment de leurs modalités d'emploi, incluant les Principes et droits fondamentaux au travail de l'OIT, un salaire minimum vital, une durée maximale de la journée de travail, ainsi que la sécurité et la santé au travail comme le prévoit la Déclaration du Centenaire de l'OIT ;

Une **protection sociale universelle et un soutien financier international accru** aux pays les moins développés afin d'étendre la couverture sociale en augmentant l'aide publique au développement et en créant un **Fonds mondial pour la protection sociale** afin de mobiliser et de coordonner les efforts de financement ;

La **fin des discriminations pour quelque motif que ce soit** et la promotion de l'accès au travail décent, à l'éducation et à la formation pour tous avec des **politiques d'inclusion** ;

De nouvelles règles pour l'économie mondiale afin qu'elle favorise **l'égalité, la prospérité partagée** plutôt que les actuelles et affligeantes concentrations de revenu et inégalités de richesse – à cet égard, le dialogue social et la négociation collective ont un rôle central à jouer ;

L'encadrement d'**une numérisation équitable en garantissant les droits des travailleurs des plateformes**, réglementer l'application de l'IA dans les lieux de travail, les droits liés aux données et les investissements dans les infrastructures numériques publiques ;

La **restructuration du système financier international au service de l'économie réelle, du développement et des objectifs de développement durable**, tout en garantissant l'accès des pays en développement à des financements, la stabilité financière et l'élimination des paradis fiscaux ;

Un **cadre macroéconomique fondé sur la solidarité qui assure la cohérence des politiques et élimine les failles de la gouvernance des entreprises** en matière de droits humains et de normes du travail, de fiscalité et reddition des comptes, et de lutte contre la corruption, et renforce d'autres aspects de la responsabilisation des entreprises.

Un **multilatéralisme réformé et revitalisé qui réalise des objectifs mondiaux partagés**, dont ceux de l'Accord de Paris, du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et de la Déclaration du Centenaire de l'OIT ;

Un **système commercial multilatéral réformé** qui soit fondé sur les principes de solidarité et de traitement spécial et différencié, permette une marge de manœuvre politique et s'efforce d'appliquer des normes environnementales et du travail contraignantes ;

Un **accès gratuit, universel et équitable aux vaccins**, traitements et tests, en suspendant les dispositions de l'Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (ADPIC) et en augmentant le soutien financier apporté à l'initiative COVAX tout en s'appuyant sur les enseignements tirés de la pandémie de Covid-19 pour mieux se préparer à de futures urgences sanitaires mondiales ;

De toute urgence, garantir un financement pour les populations des membres du G20 et d'autres pays en vue d'assurer la sécurité alimentaire et de gérer les effets des **cours élevés des denrées alimentaires et de l'énergie**, en se concentrant sur les groupes à plus faibles revenus ; et

Réduire les budgets militaires et réaffecter les ressources au service du bien commun et dans le but de réduire les menaces à la paix.

Des décennies d'austérité et de politiques néolibérales, de déréglementation, de sous-financement chronique et de privatisation des services publics ont fragilisé nos sociétés. La stagnation économique, la pandémie de Covid-19, la désorganisation des chaînes d'approvisionnement et la guerre en Ukraine et ailleurs font peser des pressions supplémentaires sur l'économie mondiale.

Il est grand temps de répondre à la demande des citoyens en faveur d'un nouveau contrat social pour la reprise et la résilience, fondé sur l'égalité et la justice sociale.

EMPLOIS RESPECTUEUX DU CLIMAT

SALAIRES

DROITS

PROTECTION SOCIALE

ÉGALITÉ

INCLUSION

Un Nouveau Contrat Social